

L'EXTRACTIVISME ET SES PATHOLOGIES

<http://www.ritimo.org/Extractivisme-un-developpement-predateur-et-ecocidaire>

25 novembre 2015, par ACOSTA Alberto Traduit de l'espagnol par Lucile Daumas.

Sommaire de l'article :

Qu'entendons-nous par extractivisme ?

Quelques pathologies de l'extractivisme

Les coûts socio-environnementaux de l'extraction

L'extractivisme est une modalité de l'accumulation qui a commencé à se développer de façon massive il y a environ cinq cents ans. L'économie mondiale - ou plutôt, le système capitaliste - a commencé à se restructurer avec la conquête et la colonisation de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie. Ce mode d'accumulation extractiviste a alors été amplifié par la demande des centres métropolitains du capitalisme naissant. Certaines régions se sont spécialisées dans l'extraction et la production de matières premières, c'est-à-dire de biens primaires, tandis que d'autres ont joué le rôle de producteurs manufacturiers. Les premières exportent la Nature, les secondes l'importent.

Donnons-en une définition simple : nous utiliserons le terme « extractivisme » à chaque fois que nous nous référons aux activités d'extraction, sans transformation (ou de façon très limitée), de grands volumes de ressources naturelles essentiellement destinées à l'exportation. L'extractivisme ne se réduit pas aux minerais ou au pétrole. Il existe aussi un extractivisme agraire, forestier et même halieutique.

Aujourd'hui, la question des ressources naturelles « non renouvelables » doit être abordée à la lumière des tendances les plus récentes. Étant donné la démesure du niveau d'extraction, bien des ressources « renouvelables », comme par exemple les forêts ou la fertilité des sols, sont devenues non renouvelables, car la ressource s'épuise lorsque son taux d'extraction est plus élevé que son taux écologique de renouvellement. De ce fait, au rythme actuel de l'extraction, le problème des ressources naturelles non renouvelables pourrait affecter l'ensemble des ressources, « renouvelables » ou non.

Dans la pratique, l'extractivisme a été un mécanisme de pillage et d'appropriation coloniale et néocoloniale. Il a revêtu diverses formes au cours de l'histoire et s'est construit sur l'exploitation des matières premières indispensables au développement industriel et au bien-être du Nord. Cela s'est fait sans se soucier de la durabilité des projets extractivistes ni de l'épuisement des ressources. Il faut ajouter à cela que la majeure partie de la production des entreprises extractivistes n'est pas destinée au marché intérieur des pays producteurs, mais essentiellement à l'exportation. Malgré l'échelle à laquelle cette activité économique opère, celle-ci ne génère qu'un bénéfice national très réduit. De même, les biens, les intrants et les services spécialisés intervenant dans le fonctionnement des entreprises extractivistes proviennent rarement d'entreprises nationales. Et dans les pays concernés, la manière dont les revenus de l'extractivisme ont été utilisés ne semble pas avoir soulevé d'intérêt particulier.

L'extractivisme a été une constante dans la vie économique, sociale et politique de nombreux pays du Sud. Ainsi, à des degrés divers, tous les pays d'Amérique latine connaissent ce type de pratiques. La dépendance vis-à-vis des métropoles, par le biais de l'extraction et de l'exportation des matières premières, reste pratiquement inchangée jusqu'à aujourd'hui. Certains pays ont à peine modifié quelques éléments venus directement de l'extractivisme traditionnel et sont parvenus à instaurer une plus grande intervention de l'État dans ces domaines. Aussi, malgré certaines différences, le mode d'accumulation extractiviste se retrouve-t-il au cœur des projets productifs du continent, qu'ils soient portés par des gouvernements néolibéraux ou progressistes.

Quelques pathologies de l'extractivisme

Vis-à-vis de cette question, trois niveaux sont essentiels : (1) la façon dont se réalise l'extraction, (2) l'utilisation des ressources extraites et (3) la manière dont les bénéfices seront distribués. Il est vrai que d'autres éléments interviennent également. À titre d'exemple, certaines activités extractivistes, comme l'extraction, prédatrice par essence, de métaux à grande échelle, ne pourront en aucune façon être durables. En effet, un processus durable exige une continuité dans le temps, sans aide extérieure et sans entraîner une raréfaction des ressources existantes. Affirmer le contraire, à l'instar de ceux qui sont aveuglés par le progrès technique, revient à travestir la réalité.

L'histoire de la région nous enseigne aussi que le processus extractiviste a conduit à une généralisation de la pauvreté, a ouvert la voie à des crises économiques récurrentes et a généralisé en même temps une mentalité de rentiers. Tout cela affaiblit les institutions démocratiques, nourrit la corruption, déstructure les sociétés et les communautés locales et détériore gravement l'environnement. Les pratiques clientélistes et patrimoniales, qui contribuent à freiner la construction de la citoyenneté, compliquent encore la situation.

De plus, l'abondance de ressources naturelles qui caractérise les économies primo-exportatrices, en particulier quand il s'agit de minerais et de pétrole, tend à altérer la structure économique et l'affectation des facteurs de production. Elle provoque aussi une régression en termes de redistribution, couplée à une plus grande concentration de la richesse. Une série de processus endogènes, que l'on pourrait qualifier de « pathologiques », accompagne l'abondance de ses ressources et aggrave la situation.

Signalons en premier lieu le « mal hollandais », un processus qui affecte les pays exportateurs de matières premières quand le prix élevé de ces dernières ou la découverte de nouveaux gisements déclenche un boom de l'exportation. La distorsion de l'économie se matérialise dans la structure relative des prix. Les investissements se concentrent sur les secteurs bénéficiaires de la prospérité, parmi lesquels on compte les biens non échangeables (que l'on ne peut commercialiser sur le marché international), comme le secteur de la construction, par exemple. Il se produit parallèlement un effondrement rapide de la production des biens échangeables qui ne bénéficient pas du boom exportateur, puisqu'il devient moins cher de les importer du fait de la revalorisation de la monnaie nationale. Après une phase d'expansion due à la stagnation des prix et des salaires, les processus d'ajustements deviennent complexes et douloureux, ce qui est une autre manifestation de ce malaise.

La spécialisation dans l'exportation de biens primaires - à long terme - se révèle aussi négative à cause de la détérioration tendancielle des termes de l'échange. Un tel processus joue en faveur des biens industriels importés et au détriment des biens primaires exportés. De

surcroît, le taux de profit élevé, du fait de substantielles rentes ricardiennes¹, invite à la surproduction quand les prix sont élevés sur le marché mondial. Même dans les moments de crise, la tentation d'augmenter les taux d'extraction se maintient. L'excès d'offre, pour tenter de compenser la chute des prix, fait baisser le cours du produit sur le marché mondial, ce qui finit par octroyer des bénéfices aux pays industrialisés.

Tout ce qui précède explique pourquoi les pays à économie extractiviste n'ont pas pu bénéficier pleinement des gains produits par la croissance économique et le progrès technique à l'échelle mondiale. Et ceci d'autant plus que, généralement, les pays qui extraient les matières premières ne les traitent pas eux-mêmes. Il y a même des situations aberrantes comme certains pays qui exportent du pétrole et en importent les dérivés, par manque d'une capacité adéquate de raffinage. Le comble du ridicule est qu'une grande partie de ces produits raffinés importés, très coûteux, sont destinés à la production d'électricité, alors que ces pays disposent d'autres sources d'énergies renouvelables - hydrique, solaire ou géothermique - en grandes quantités, comme c'est le cas de l'Équateur.

Un autre trait caractéristique de ces économies extractivistes est l'hétérogénéité structurelle de leurs appareils productifs, c'est-à-dire la coexistence de systèmes productifs de haute productivité avec d'autres plus archaïques et de subsistance. Il faut ajouter à cela la désarticulation des structures économiques, marquées par une exportation concentrée sur quelques produits primaires, l'absence d'une diversification horizontale suffisamment dense dans l'industrie, la quasi-inexistence de complémentarité entre les différents secteurs de l'économie, et une intégration verticale pratiquement nulle. Ce type d'économie extractiviste, gourmande en capital et en technologie, fonctionne souvent selon une logique d'enclave : c'est-à-dire sans perspective d'intégration de ces activités primo-exportatrices avec le reste de l'économie et de la société. Son appareil productif, en conséquence, reste lié aux vicissitudes du marché mondial. D'où l'impasse. Il est en effet impossible de croire que tous les pays producteurs de matières premières similaires, et ils sont nombreux, puissent croître et espérer que la demande internationale sera suffisante et se maintiendra pour garantir une croissance à long terme.

Il est préoccupant de constater que les pays primo-exportateurs, qui devraient avoir accumulé des expériences similaires tout au long de leur histoire, ont été en général incapables d'instaurer une gestion coordonnée des quantités et des prix. L'expérience de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) apparaît comme une exception, malgré ses limites et ses contradictions. Du fait de la volatilité qui caractérise les prix des matières premières sur le marché mondial, toute économie exportatrice de matières premières souffre de problèmes récurrents à la balance des paiements et à la comptabilité publique, ce qui entraîne une dépendance financière vis-à-vis de l'étranger en soumettant les activités économiques et sociopolitiques nationales à des fluctuations anormales. Tout cela est encore aggravé en cas de chute des prix internationaux ; la crise de la balance des paiements s'approfondit avec la fuite massive des « capitaux-hirondelles », qui avaient été investis dans ces économies lorsqu'elles ont connu une période de prospérité soudaine. Dans ce contexte, ils sont rapidement accompagnés par des capitaux locaux, tous aussi fuyants, ce qui accentue encore la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

L'essor des exportations de matières premières attire aussi l'activité bancaire internationale, toujours prompte à prêter de l'argent à pleines mains, comme s'il s'agissait d'un processus durable ; ce financement, par ailleurs, a été et continue d'être accueilli à bras ouverts par les gouvernements et les grands entrepreneurs, qui croient eux aussi à des splendeurs

perpétuelles. Dans ces circonstances, on encourage encore plus la surproduction des ressources primaires et, en définitive, les distorsions économiques sectorielles. Mais, par-dessus tout, l'expérience nous montre que l'on hypothèque l'avenir de l'économie quand arrive le moment fatidique d'assurer le service de la dette externe contractée de manière surdimensionnée, lors de la brève euphorie exportatrice.

L'abondance des ressources externes, alimentée par les flux générés par les exportations de pétrole, conduit à une augmentation de la consommation qui peut durer, tant que dure la prospérité. On prend cette croissance de la consommation matérielle pour une amélioration de la qualité de vie. Dans ces circonstances, dans la logique de la surconsommation, qui est insoutenable sur le plan environnemental et sur le plan social, le gouvernement profite pour gagner en légitimité et continue à repousser les limites de l'extraction. Cela conduit généralement à un gaspillage des ressources. On commence à substituer les produits nationaux par des achats, souvent encouragés par la surévaluation du change. Un taux d'investissement plus élevé et une dépense croissante du secteur public, si l'on ne prend pas des dispositions nécessaires, peuvent même conduire à stimuler les importations et pas forcément la production nationale. En résumé, il est difficile de faire un usage adéquat de l'abondance des ressources disponibles.

L'expérience vécue des économies pétrolières et minières de la région illustre le fait que ces activités extractivistes, comme nous l'avons dit précédemment, ne produisent pas les enchaînements dynamiques nécessaires à un développement cohérent de l'économie. La situation présente le confirme. Celles-ci n'ont pas d'effet d'entraînement sur d'autres activités, puisqu'elles ne créent pas les liens d'intégration ou de synergie nécessaires, en aval comme en amont, et n'influent pas non plus sur la demande finale (consommation et dépenses publiques). Et ni le transfert de technologies ni la génération d'externalités en faveur d'autres branches économiques du pays ne sont garanties. De ce constat découle une autre caractéristique classique de ces économies exportatrices de matières premières, déjà présentes à l'époque coloniale, à savoir leur caractère d'enclave : le secteur pétrolier ou le secteur minier, ainsi que de nombreuses activités agraires, forestières ou de pêche pour l'exportation, sont habituellement isolés du reste de l'économie. Il faut inclure dans cette réflexion les secteurs de l'énergie nucléaire et de la production d'agro-combustibles.

Les énormes rentes différentielles ou ricardiennes que produisent ces activités conduisent à des surprofits qui faussent l'affectation des ressources dans le pays. La concentration et la centralisation du revenu et de la richesse ainsi que du pouvoir politique découlant de l'activité d'exportation de ressources primaires se renforcent et s'approfondissent. Ces revenus massifs se concentrent dans les mains de groupes économiques peu nombreux et ceux-ci, en général, ne trouvent ni ne créent d'incitation à investir dans l'économie domestique. Ils préfèrent développer la consommation de biens importés, exportent souvent leurs bénéfices hors du pays et nombreux sont ceux qui gèrent leurs affaires avec des entreprises domiciliées dans des paradis fiscaux. En conséquence, les entreprises qui contrôlent l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables, enclavées du fait de leur localisation et de leur type d'exploitation, se transforment en de puissantes sociétés, au sein d'États nationaux relativement faibles.

Les entreprises transnationales sont donc les grandes bénéficiaires de ces activités, et on leur reconnaît le mérite d'avoir pris le risque d'explorer et d'exploiter les ressources en question. Par contre, rien n'est dit sur la façon dont ces activités conduisent à une plus grande « dénationalisation » de l'économie, soit à cause du volume des financements nécessaires à

l'exploitation des ressources, soit parce que cela empêche la construction d'un entrepreneuriat national solide, et soit enfin, du fait de la faible volonté gouvernementale de passer des alliances stratégiques avec leurs propres entreprises étatiques ou avec les entrepreneurs privés nationaux. Par ailleurs, certaines entreprises transnationales ont hélas profité de leur contribution à l'équilibre de la balance commerciale pour influencer sur les rapports de pouvoir dans le pays et menacer en permanence les gouvernements qui osent aller à contre-courant.

De façon générale, les entreprises étrangères ont joui et continuent dans la plupart des cas à jouir d'un cadre législatif favorable et, bien souvent, leurs propres dirigeants ou leurs avocats occupent des postes clés dans les gouvernements. Elles peuvent ainsi compter sur l'appui de puissants cabinets d'avocats et, en de nombreuses occasions, des médias, veillant ainsi directement à ce que les politiques appliquées ou les réformes législatives leur soient favorables. Cette situation, encouragée par des organismes comme la Banque interaméricaine de développement (BID) et ses grands frères, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, a été observée à maintes reprises dans les secteurs pétroliers et miniers d'Amérique latine. De tels processus, qui sont désormais pour une grande part transnationaux, ont ouvert la voie à la « déterritorialisation » de l'État. Ce dernier se désengage - dans une certaine mesure - des enclaves pétrolières et minières, laissant aux entreprises la tâche de répondre aux revendications sociales, par exemple. Cela conduit à une gestion désorganisée et non planifiée de ces régions qui restent souvent, dans la pratique, coupées des lois nationales. Tout cela renforce une atmosphère de violence généralisée, de pauvreté croissante et de marginalisation, qui débouche sur des réponses maladroites et à court terme de la part d'un État policier qui ne remplit pas ses obligations sociales et économiques.

Il faut ajouter à ce qui précède le fait, plutôt évident, qu'à la différence des autres branches économiques, l'activité minière et pétrolière ne génère que peu de travail direct et indirect (même si celui-ci est bien rémunéré). Ce fait se vérifie toujours et, hélas, pour des raisons qui ne sont pas seulement technologiques. Ce sont des activités intensives en capital et en importations. Elles recrutent des cadres hautement qualifiés (et souvent étrangers) et utilisent presque exclusivement des matériaux, des technologies et des ressources importées de l'extérieur. La conséquence de ces pratiques est que le « taux interne de rentabilité » de l'activité exportatrice de produits primaires, c'est-à-dire l'équivalent de la valeur ajoutée qui reste dans le pays, est dérisoire. Dans les économies pétrolières et minières d'enclave, la structure et la dynamique politiques se caractérisent par des pratiques rentières ; l'appétit et l'autoritarisme avec lesquels se gèrent les décisions font grimper les dépenses publiques au-delà de toute proportion et entraînent une redistribution discrétionnaire. Par ailleurs, du fait de ces conditions et des caractéristiques technologiques du secteur, il n'y a pas de génération massive d'emplois, ce qui explique que dans des pays riches en matières premières, la masse de la population se voit appauvrie. En outre, les communautés qui vivent sur les territoires où se réalisent ces activités extractives ou à proximité ont souffert et continuent à souffrir des effets d'une série de problèmes socio-environnementaux liés à ce type d'exploitation.

La misère de la majorité de la population semble être, de ce fait, consubstantielle à la présence d'énormes quantités de ressources naturelles. Ce mode d'accumulation ne demande pas de marché intérieur et n'en a même pas besoin, car il fonctionne avec des salaires à la baisse. Il n'y a pas de pression sociale suffisante pour obliger à réinvestir dans des améliorations de la productivité. Le système rentier détermine l'activité productive et évidemment le reste des relations sociales. En conséquence, ces activités pétrolières ou minières créent des relations sociales clientélistes, qui profitent aux intérêts des entreprises transnationales mais empêchent la mise en œuvre de plans de développement nationaux et locaux appropriés.

Les coûts socio-environnementaux de l'extraction

Ce type d'économies extractivistes détériore gravement et irréversiblement l'environnement naturel. L'examen de l'activité minière ou pétrolière tout autour de la planète fait apparaître un nombre incalculable de dégâts et de destructions multiples et irréversibles de la nature. De même, les tragédies humaines sont innombrables, tout comme la destruction des potentialités culturelles de nombreux peuples. Dans la sphère économique, la situation n'est pas meilleure. Les pays dont les exportations dépendent fondamentalement des ressources minérales ou pétrolières sont économiquement en retard et les problèmes environnementaux y augmentent au rythme de l'expansion des activités extractivistes. Malgré la longue histoire de déprédation de ces activités dans le monde, on enregistre aujourd'hui une pression croissante sur les pays sous-développés pour que ceux-ci concèdent leurs gisements minéraux ou pétroliers, pression due à l'épuisement des ressources naturelles, spécialement dans les pays industrialisés. La défense croissante de l'environnement dans les sociétés dites développées amplifie même ce phénomène, car elle génère une pression accrue sur les pays pauvres pour qu'ils ouvrent leurs territoires afin de satisfaire la demande en minéraux de l'économie mondiale.

Il faut aussi rappeler que les entreprises transnationales et les gouvernements complices soulignent généralement l'importance des réserves minières et pétrolières existantes en les exprimant en valeurs monétaires. Avec ces chiffres, en général largement exagérés, on cherche à sensibiliser l'opinion publique en faveur de l'extraction minière. Or cette présentation s'avère incomplète. Il faudrait y ajouter les coûts cachés environnementaux et sociaux (les externalités) en y intégrant par exemple la valeur économique de la pollution. Ce sont des pertes économiques qui n'apparaissent pas dans la formulation des projets et qui sont transférés vers la société. Il est important de se rappeler les dégâts sociaux et environnementaux provoqués dans le Nord-Est de l'Amazonie équatorienne et qui ont, par la suite, fait l'objet d'un procès contre la compagnie Chevron-Texaco. On devrait aussi inclure dans la liste des coûts de ce qu'on appelle les « subventions perverses », c'est-à-dire la mise à dispositions d'infrastructures routières et de production énergétique à bas coût, ou encore la fourniture en eau pratiquement gratuite. Aucune évaluation de ces coûts n'est présentée. Probablement parce que les prendre en compte diminuerait considérablement la rentabilité des entreprises et mettrait en évidence les faibles bénéfices de l'État.

Ces activités extractivistes engendrent de sérieuses tensions sociales, dans la mesure où très peu de personnes de la région y trouvent du travail. Cela provoque la division des communautés et des conflits entre les familles et à l'intérieur des familles elles-mêmes. La violation des droits communautaires et humains contribue à la montée de la délinquance et du trafic des terres. Après des décennies d'accumulation extractiviste, dans les économies exportatrices de matières premières de la région, des niveaux très élevés de sous-emplois, de chômage et de pauvreté ont été atteints et la répartition des revenus et des richesses est toujours de plus en plus inégale. De ce fait, rien ne favorise un élargissement du marché intérieur puisqu'il ne crée pas d'emplois et que les revenus sont insuffisants (il n'y a pas et il n'y aura pas de « manne »). Les pressions se poursuivent pour orienter l'économie toujours plus vers l'extérieur, car « il n'y a personne à qui vendre sur le plan domestique », comme l'affirment inlassablement les défenseurs de ce modèle. Une telle « mono-mentalité exportatrice » inhibe la créativité et la volonté d'initiative des entrepreneurs nationaux. Au sein du gouvernement et même dans de larges segments de la société, on reproduit la mentalité « pro-exportations », quasi pathologique, fondée sur le fameux slogan « exporter ou mourir », ce qui a pour conséquence le gaspillage des capacités énormes et des potentialités disponibles à l'intérieur du pays.